

Crise politique : La Coopération Agricole demande la formation rapide d'un gouvernement de stabilité économique et d'intérêt général

Alors que les indicateurs économiques sont déjà dégradés, la crise politique que traverse notre pays a des conséquences directes sur la compétitivité des entreprises agricoles et agroalimentaires : une consommation qui se tasse, une croissance en berne, une balance commerciale agricole et alimentaire déficitaire pour la première fois depuis 25 ans, des tensions commerciales persistantes entre « taxes Trump » et ripostes chinoises.

Dans ce contexte, les **2 100 coopératives agricoles**, pilier économique et social des territoires avec plus de **200 000 emplois dans les zones rurales**, alertent sur les risques liés à l'instabilité politique pour les entreprises des territoires.

Consciente des défis à relever sur les enjeux de compétitivité et de transitions, les coopératives agricoles sont déterminées à apporter des solutions et annoncent un plan d'investissement de **10 milliards d'euros sur trois ans**, faisant d'elles **le premier investisseur privé des territoires ruraux**. Un signal fort d'engagement au service de l'économie des territoires, du renouvellement des générations et l'attractivité des métiers et de la souveraineté alimentaire.

Pour tenir ce cap, il faut au plus vite redonner des gages aux entreprises :

- **Une stabilité et sobriété réglementaire** pour garantir visibilité et agilité à nos entreprises,
- Un nouveau **souffle fiscal**, notamment sur les impôts de production, pour gagner en compétitivité, et l'exclusion de toute **nouvelle taxe sur l'alimentation**, qui désavantagerait les produits français face à la concurrence internationale.
- Des **moyens conséquents** pour l'adaptation au réchauffement climatique et la recherche appliquée au profit de filières en situation d'impasse,
- Le maintien du **crédit d'impôt recherche**, indispensable à l'innovation,

Ces moyens permettront aux coopératives agricoles de sécuriser leurs investissements et **reconquérir le cœur de gamme**, sur lequel les consommateurs se reportent massivement, de réussir les transitions et de garantir notre **souveraineté alimentaire**.

La Coopération Agricole appelle donc le Président de la République à former, sans délai, un **gouvernement de stabilité économique et d'intérêt général**, capable de garantir un cadre budgétaire, fiscal et réglementaire sobre et cohérent, au moins pour les deux années à venir.

Contact presse :

Sabri Derradji – sderradji@lacoopagri.coop – 06 61 85 90 77

